



LDGL Ligue des Droits de la personne dans la région des Grands Lacs (LDGL)

Secrétariat exécutif : Kigali-Rwanda B.P. 3042 Kigali Tél. : (250) 58 36 86

Courriel : ldgse01@gmail.com Site : www.ldgl.org, Enregistrée en Suisse sous le N.06370/2004, N. Fed. CH-660-1184004-3

La LDGL dénonce vivement les récentes attaques ciblées qui ont eu lieu au Burundi, et particulièrement la tentative d'assassinat d'une figure de la défense des droits de l'Homme du pays, M. Pierre-Claver Mbonimpa.

Assassinat du Général Adolphe Nshimirimana

Le dimanche 2 août 2015, le général Adolphe Nshimirimana a été assassiné avec ses gardes du corps par un lancer de roquette dans son quartier de Kamenge à Bujumbura.

Nommé dans le bureau présidentiel après les élections présidentielles du 21 juillet 2015, il était le véritable bras droit et l'ancien chef des renseignements du président Pierre Nkurunziza réélu pour un troisième mandat.

Dans son discours du 2 août 2015, le président burundais a donné sept jours aux enquêteurs pour trouver les responsables de cet assassinat. La LDGL déplore cet assassinat tout en regrettant ce court délai, qui ne permettra pas de mener une enquête indépendante, impartiale et aboutie pour poursuivre les responsables.

Arrestation et torture du journaliste Esdras Ndikumana

Dans la même journée du dimanche 2 août 2015, le journaliste Esdras Ndikumana, correspondant de Radio France Internationale et de l'Agence France Presse, a été arrêté sur les lieux de l'assassinat du Général alors qu'il travaillait. Emmené au siège du Service national de renseignement, il y a été torturé puis relâché. Le Lieutenant-Colonel Michel Ndenzako du camp de Ngangara était également arrêté et battu ce même jour.

L'arrestation d'un journaliste constitue une nouvelle atteinte grave à la liberté de la presse au Burundi et au droit à l'information pour les citoyens, déjà particulièrement éprouvés ces derniers mois, suite à la censure et à la fermeture des principaux médias d'information.

Tentative d'assassinat de Pierre-Claver Mbonimpa, président de l'APRODH

Président de l'Association burundaise de Protection des Droits Humains et des personnes détenues (APRODH), l'une des principales organisations de défense des droits de l'Homme burundaises, Pierre-Claver Mbonimpa a été blessé par balle le lundi 3 août 2015 vers 17h30 par un homme inconnu à moto. Des rumeurs avaient circulé dès le matin sur les réseaux sociaux concernant une possible arrestation ou fusillade de M. Mbonimpa. Ces rumeurs confirment l'éventualité d'un assassinat planifié, quand bien même l'attentat a échoué.

Blessé à la joue et au cou M. Mbonimpa a été hospitalisé. Le mardi 4 août 2015, l'état de M. Mbonimpa semble être stable. Selon sa famille, il aurait néanmoins besoin d'être soigné à l'étranger. M. Mbonimpa est pourtant interdit de sortie du territoire en raison d'accusations d'atteinte à la sûreté de l'Etat en mai 2014, pour avoir publiquement dénoncé l'existence de camps d'entraînement de jeunes burundais dans l'Est de la RD Congo. Arbitrairement détenu pendant plus de cinq mois, il a été libéré provisoirement et en raison de son état de santé le 29 septembre 2014.

En plus, il avait aussi été brutalement arrêté le lundi 27 avril 2015 par les forces de police burundaises mais finalement libéré le lendemain.



LDGL Ligue des Droits de la personne dans la région des Grands Lacs (LDGL)

Secrétariat exécutif : Kigali-Rwanda B.P. 3042 Kigali Tél. : (250) 58 36 86

Courriel : ldgse01@gmail.com Site : www.ldgl.org, Enregistrée en Suisse sous le N.06370/2004, N. Fed. CH-660-1184004-3

La LDGL constate que M. Mbonimpa est la cible d'un harcèlement judiciaire constant depuis son arrestation en mai 2014.

Cette tentative d'assassinat contre un des rares défenseurs des droits de l'Homme n'ayant pas encore été contraints de fuir le pays pour des raisons de sécurité est un événement particulièrement triste et inquiétant pour la situation des défenseurs des droits de l'Homme au Burundi.

Pour rappel, M. Mbonimpa Pierre-Claver en collaboration avec M. Pacifique Nininahazwe, Président du Forum pour la Conscience et le Développement (FOCODE) et M. Vital Nshimirimana, Président du Forum pour le Renforcement de la Société Civile au Burundi (FORSC) - ont lancé en janvier 2015 la campagne de la société civile contre une 3^{ème} candidature du président Nkurunziza à la magistrature suprême. Cette campagne, intitulée « Halte au troisième mandat », visait à empêcher le Président de se présenter à sa propre succession lors des élections présidentielles de juin 2015, qui, contre toute attente ont été remportés par lui à 69% de votes exprimés. M.Nininahazwe et Vital Nshimirimana ont précédemment fait l'objet de menaces en raison de ses activités de défense des droits humains et plus particulièrement de leur activisme en amont des élections présidentielles, des mandats d'arrêt ont été lancés à leur encontre.

En outre et au regard des faits précédents, ces récents développements font craindre une détérioration de la situation sécuritaire dans le pays, déjà très inquiétante depuis le mois d'avril et à l'annonce du président Pierre Nkurunziza briguer un troisième mandat. De nombreuses manifestations avaient eu lieu, violemment réprimées par la police burundaise.

La LDGL craint que la situation actuelle au Burundi ne dégénère en un conflit ouvert qui ferait trop de victimes que de trouver solution aux problèmes que le Burundi et les burundais rencontrent. Elle en appelle ainsi à toutes les couches sociales et politiques burundaises au dialogue global et inclusif afin de bâtir tous ensemble un pays stable, prospère, pacifique et respectueux des droits de la personne humaine. La LDGL exhorte enfin les autorités burundaises à enquêter sur les attaques ayant eu lieu depuis le début des contestations afin d'en poursuivre les auteurs et à garantir la sécurité physique à tous les citoyens et particulièrement les défenseurs des droits de l'homme, qui font face à des menaces, intimidations, arrestations et attaques de tous genres pour le fait de leur travail.

Fait à Kigali, le 4 août 2015.

Pour la LDGL
Me Cyriaque NDAYISENGA
Président